



## *Union européenne : quelle sortie de crise ?*

### *Christian Masset, Représentant permanent adjoint de la France auprès de l'UE*

La Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne est une des missions les plus importantes du réseau français des ambassades. Elle a une vocation interministérielle. Ses instructions viennent du Premier Ministre et non du Quai d'Orsay. Le cœur de métier est la négociation, l'analyse, le travail d'influence et de communication. Elle assure aussi une fonction de tête de réseau des intérêts français à Bruxelles (200 collectivités territoriales ont une représentation à Bruxelles).

#### **L'union européenne en crise**

L'Europe est en crise, pas en panne.

Une intégration de fait se poursuit chaque jour au niveau commercial, financier, dans le secteur des transports. La plupart des marchés sont intégrés et des acteurs européens émergent. Cette intégration de fait est accentuée par l'existence de l'euro. Au-delà de l'euro, il faut atteindre une masse critique avec d'autres partenaires. Désormais, chaque fois qu'il y a problème, l'opinion publique demande ce que fait l'Europe (sur l'immigration, sur la crise du Liban, sur les problèmes énergétiques...). C'est un phénomène nouveau que cette demande à l'Europe de s'occuper de tous les problèmes.

L'Europe se poursuit aussi sur le plan financier : le budget pour la période 2007–2013 a été adopté par les États membres.

Elle se poursuit par ses politiques : adoption de la directive services, adoption d'un plan d'action sur l'énergie alors même qu'il n'y a pas de compétence juridique européenne en la matière.

L'Europe est en crise. Le référendum l'a révélé, mais la crise était déjà là de manière larvée. Toutes les institutions multilatérales sont en crise. Mettre en place une gouvernance mondiale n'est pas simple. En plus de la crise du multilatéral, il y a aussi des crises internes à résoudre : problème de direction due à la multiplicité des pays et à l'inadaptation des institutions, trop d'à coups, pas de direction claire, une capacité à décider réduite.

On peut parler de désamour entre l'Europe et le citoyen européen, qui perçoit davantage les contraintes et les insuffisances que les acquis.

## *Les chantiers de demain*

Trois grands chantiers ont été décidés par le Conseil de l'Europe.

### **1. *L'Europe des résultats***

La présidence britannique de 2005 avait déjà montré une volonté de refroidissement de la crise. Les présidences autrichienne et finlandaise ont poursuivi en ce sens : améliorer le contexte avant de s'occuper du texte. Une Europe du projet et des résultats, pour contrer le désamour des citoyens. La stratégie de Lisbonne reste la référence.

Quels sont les sujets à valeur ajoutée européenne ?

- l'énergie : marché intérieur de l'électricité, régulation, interconnexions, réduction énergétique, objectif de 20 % d'énergie renouvelable dans la consommation énergétique d'ici 2020 ;
- le climat : réduction de 20 % des émissions de CO2 d'ici 2020. Seuil qui devra être porté à 30 % ;
- recherche & innovation
- marché intérieur du 21<sup>ème</sup> siècle (prise en compte du consommateur : liste noire des compagnies aériennes, euro tarifs, retour de la dimension sociale)
- immigration

Cette période de reconstruction débute sous la présidence allemande. Elle se poursuivra jusqu'en 2009 (2<sup>ème</sup> semestre 2008, présidence française).

### **2. *L'avenir des institutions***

Sur le traité constitutionnel, on est face à une contradiction entre les États qui l'ont ratifié et ceux qui ne l'ont pas ratifié.

Une date phare : les 50 ans du traité de Rome

Sous quelle forme pourrait-il y avoir relance du traité constitutionnel ? Sous quel calendrier ? Avec quelle procédure d'approbation ?

### **3. *Révision des politiques financières***

Quelles perspectives ?

Aujourd'hui, accord sur les 850 milliards d'euros qu'il faudra réviser.

Quel est l'avenir des politiques communes, avec quelles ressources (impôt européen ?), comment gérer le rabais britannique ?

Quelle Europe voulons-nous ? Un questionnaire circule qui débouchera sur un rapport en 2008.

L'Europe est le destin de la France. Les trois chantiers — Europe de projet, institutions européennes, politique financière — sont déterminants pour affronter l'avenir. Avec la présidence française de 2008, nous avons une chance à saisir pour retrouver un rôle en privilégiant une culture d'influence plus que d'autorité.

### *Discussion*

*Comment expliquer l'absence de l'Europe dans les débats de la campagne présidentielle ?*

Finalement, l'Europe n'est pas aussi absente des débats qu'on le dit, mais le formatage de la campagne électorale s'adapte mal à tous débats internationaux.

*Quelle place a la thématique de la jeunesse ?*

Dans l'Europe des résultats, il existe un programme « Jeunesse et citoyenneté » portant sur la croissance et l'emploi.

*Quel statut pour la Banque de France ?*

Cette question renvoie à la question « traité ou constitution ».

*Où en est-on de la question sociale ?*

On assiste encore à des blocages mais il y a un retour de ces préoccupations. Fabriquer du consensus pour aboutir à de l'action européenne n'est pas simple.

*Marie-Christine Bernard-Gelabert*

*Notes prises d'après l'exposé de Christian Masset*